

Corées : perpétuellement vers la paix ?

Rémy Hémez

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2021/2 Été**, PAGES 163 À 174

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037303080

DOI 10.3917/pe.212.0163

Date de mise en ligne : 09/06/2021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2021-2-page-163?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Corées : perpétuellement vers la paix ?

Par Rémy Hémez

Rémy Hémez est officier de l'armée de Terre.

Au cours des cinq dernières années, les périodes d'ouverture et de tension se sont succédé dans la péninsule coréenne. Donald Trump pensait pouvoir obtenir la dénucléarisation de la Corée du Nord par ses relations personnelles avec Kim Jung-un. Il a échoué. L'administration Biden se veut plus réaliste et méthodique. Elle pourrait choisir des options intermédiaires, plus modestes, tout en conservant l'objectif lointain d'un démantèlement de l'arsenal nucléaire de Pyongyang.

politique étrangère

En ce 13 septembre 1972, un million de personnes se pressent dans les rues du centre de Séoul pour accueillir une délégation de la Croix-Rouge nord-coréenne. La péninsule est alors divisée depuis 27 ans, et la deuxième session du premier dialogue intercoréen débute. Cinq décennies plus tard, trois autres périodes « de détente » se sont succédé, en 1991, 2000 et 2018. À chaque fois, les espoirs de paix ont été déçus, et les moments de tension se sont enchaînés, cristallisés sur le programme nucléaire et balistique nord-coréen à partir de 1993-1994. Avec l'élection de Joe Biden à la présidence des États-Unis, un nouveau cycle s'ouvre pour tenter de résoudre une guerre sans fin. Corées du Sud et du Nord sont-elles condamnées à une perpétuelle quête de la paix ?

2017-2018 : vers la quatrième « détente »

Avec l'arrivée de Donald Trump à la présidence des États-Unis en janvier 2017, l'alliance américano-sud-coréenne connaît de sérieux remous, et les tensions s'aggravent une nouvelle fois dans la péninsule. En août 2017, alors que Pyongyang a déjà testé 14 missiles depuis le début de l'année, le président américain menace même de déchaîner « feu et fureur tels que le monde n'en a jamais vus » sur la Corée du Nord. Pyongyang, sous

sanctions, continue néanmoins de contrevenir aux injonctions de l'Organisation des Nations unies (ONU) avec, en particulier, un sixième essai nucléaire le 3 septembre 2017. Le 28 novembre, l'armée nord-coréenne teste un missile balistique intercontinental (ICBM) *Hwasong-15*, d'une portée estimée de 13 000 kilomètres¹. Les Nations unies renforcent leurs sanctions et les joutes verbales entre le président américain et Kim Jong-un se poursuivent.

Face à cette situation très tendue, Moon Jae-in, à la tête de la Corée du Sud depuis mai 2017, prône un retour de la *Sunshine Policy*, c'est-à-dire à une forme de coexistence pacifique amorcée par ses prédécesseurs libéraux². Il veut renouer le dialogue entre les deux Corées – totalement inexistant depuis février 2016 –, et relancer la coopération économique. Début 2018, les premiers succès de sa « diplomatie olympique » constituent un revirement. Le 9 janvier, dans la foulée des premières discussions bilatérales de haut niveau depuis plus de deux ans, la participation de la Corée du Nord aux Jeux olympiques d'hiver de Pyeongchang (du 9 au 25 février 2018) est annoncée.

Par la suite, la Corée du Sud demeure à l'initiative d'une « diplomatie des sommets ». Celui de Panmunjom du 27 avril 2018 couronne plusieurs mois d'amélioration des relations. Il est historique : pour la première fois depuis la guerre de Corée (1950-1953) un dirigeant nord-coréen franchit la zone démilitarisée (DMZ) qui sépare Nord et Sud. Une « déclaration de Panmunjom » est signée. On peut y lire : « La Corée du Sud et la Corée du Nord confirment l'objectif commun d'obtenir, au moyen d'une dénucléarisation totale, une péninsule coréenne non nucléaire. » Moon Jae-in et Kim Jong-un se rencontrent ensuite le 26 mai 2018 à Panmunjom pour discuter d'un futur sommet Kim-Trump.

Comment expliquer cette bascule vers la « détente » ? Tout d'abord, la Corée du Nord a changé de stratégie fin 2017 : elle estime avoir constitué une force nucléaire minimale et franchi des paliers technologiques qui lui donnent la possibilité de consentir d'apparentes concessions, alors qu'en réalité ses capacités progressent et que Pyongyang entend désormais se concentrer sur le développement économique. De plus, l'accroissement des pressions politiques – durcissement des sanctions³ et menaces de

1. 25^e et dernier test de l'année 2017 selon le décompte du CSIS, voir sur : <https://missilethreat.csis.org>.

2. Et en premier lieu le président Kim Dae-jung (1998-2003).

3. V. Koen et J. Beom, « North Korea: The Last Transition Economy? », *Economics Department Working Papers*, n° 1607, Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), 25 novembre 2020, disponible sur : www.oecd.org.

frappes américaines – a certainement influencé le comportement de Kim Jong-un. On ne peut non plus passer sous silence l'action du président sud-coréen, à l'initiative de cette phase diplomatique, et qui a joué un rôle crucial de médiation entre la Corée du Nord et les États-Unis. Enfin, lorsque le 8 mars 2018 Donald Trump accepte de rencontrer Kim Jong-un, c'est un bouleversement en soi : il se refusait jusque-là à parler directement avec le dirigeant d'une Corée du Nord nucléaire.

Symbole de ce revirement, le sommet de Singapour du 12 juin 2018 entre Donald Trump et Kim Jong-un est spectaculaire. Dans la déclaration finale, les deux dirigeants s'engagent à joindre leurs efforts pour bâtir un régime de paix stable et durable pour la péninsule, et à travailler pour une dénucléarisation complète. Pour autant, sans mesures concrètes ni calendrier, ce document est décevant. La diplomatie des sommets se poursuit toutefois. En septembre 2018, à Pyongyang, a lieu le troisième voyage d'un président sud-coréen au Nord. Au cours de cette visite de trois jours, une nouvelle déclaration conjointe est signée. Un « accord de mise en œuvre de l'historique déclaration de Panmunjom dans le domaine militaire » (Comprehensive Military Agreement – CMA) lui est annexé.

Les sommets Donald Trump/Kim Jong-un

Contrastant avec la vague déclaration conjointe de Singapour, les accords qui découlent des rencontres intercoréennes d'avril et de septembre 2018 contiennent des engagements détaillés sur la désescalade militaire, ou encore des projets transfrontaliers économiques, touristiques ou écologiques. Ils sont suivis de mises en œuvre concrètes⁴ : réunions de familles séparées en août 2018, ouverture d'un « bureau de liaison » à Kaesong le 14 septembre 2018, démilitarisation de la zone de sécurité conjointe (JSA), mise en place d'une zone d'exclusion aérienne autour de la DMZ à partir du 1^{er} novembre 2018, etc.

Après ces progrès timides vers un régime de paix sur la péninsule, les attentes étaient considérables pour le deuxième sommet Kim-Trump, à Hanoï, des 27 et 28 février 2019. La désillusion fut d'autant plus grande. La rencontre a souffert d'un manque de préparation, et Donald Trump a quitté le Vietnam précipitamment, sans même avoir signé de déclaration. Cet échec a mis fin à la quatrième période de « détente » de l'histoire récente de la péninsule.

4. S. Morrow, « Bridges at Panmunjom », *Wilson Quarterly*, été 2020, disponible sur : www.wilsonquarterly.com et D.-K. Kim, « Agreement on the Implementation of the Historic Panmunjoem Declaration in the Military Domain: Implementation Status and Way Ahead », Korea Institute for Defense Analyses (KIDA), 10 mai 2019, disponible sur : www.kida.re.kr.

2019-2020 : deux ans pour rien ?

Le départ des officiels nord-coréens du bureau de liaison de Kaesong après l'échec du sommet de Hanoï (ils reviennent partiellement en mai 2019, avant de repartir à nouveau), ou les tests de roquettes et de missiles balistiques de courte portée des 4 et 9 mai 2019 après 522 jours sans essais, sont des illustrations claires du regain des tensions, et des résultats très maigres engrangés par la « diplomatie des sommets ». Les accords signés entre les deux Corées en 2018 sont également vacillants. La transformation de l'estuaire des rivières Han et Imjin en « zone maritime de paix », afin que les navires civils puissent circuler librement est, par exemple, suspendue.

En juin 2019 a tout de même lieu une nouvelle rencontre entre Kim Jong-un et Donald Trump, à Panmunjom. Ils y sont rejoints par Moon Jae-in. Cette entrevue est l'occasion d'un autre moment symbolique : pour la première fois, un président américain franchit la frontière, mais cet événement n'aboutit à aucune avancée sur la dénucléarisation. En dépit d'espoirs liés au remplacement de John Bolton – conseiller à la Sécurité nationale connu pour ses positions très dures –, une entrevue, le 5 octobre 2019, entre diplomates américains et nord-coréens à Stockholm est un fiasco. Un quatrième sommet entre les dirigeants du Nord et du Sud, prévu à Séoul et inscrit dans la déclaration de Panmunjom, ne s'est toujours pas concrétisé.

Il faut dire que les provocations ont repris. Le 2 octobre 2019, la Corée du Nord teste un nouveau missile mer-sol balistique (*Pukguksong-3*). En décembre 2019, dans une impasse diplomatique, Kim menace explicitement de renoncer au moratoire d'avril 2018 sur l'arrêt des tests d'ICBM et les essais nucléaires. Une menace pour l'instant pas mise à exécution. On peut y voir notamment l'influence de la Chine, seule alliée de Pyongyang : la nette amélioration des relations sino-nord-coréennes depuis la rencontre de mars 2018 entre Xi Jinping et Kim Jong-un pourrait rapidement s'évaporer si Pyongyang reprenait les essais nucléaires.

2017-2020 : bilan d'un cycle

L'année 2020 confirme l'incapacité de la diplomatie et des sanctions à produire des résultats substantiels en matière de dénucléarisation. Il est vrai également que la Corée du Nord n'entre pas dans les préoccupations majeures des grandes puissances. Outre le COVID-19, qui a accaparé une grande partie de l'attention du monde et de la Chine en particulier, le Kremlin est davantage tourné vers le Moyen-Orient et l'Europe, et occupé

par une réforme constitutionnelle initiée en janvier 2019 puis votée à l'été 2020. Quant aux États-Unis, ils sont alors engagés dans une campagne présidentielle. Au bilan, une crise majeure a probablement été évitée mais le développement des capacités balistiques et nucléaires de Pyongyang n'a pas été stoppé, loin de là.

Avec un peu de recul, les discussions entre les États-Unis et la Corée du Nord semblent avoir notamment souffert de l'absence d'accord préalable quant à la nature de ce qui allait être négocié, et de la volonté de Donald Trump de faire passer la diplomatie interpersonnelle avant l'avis des professionnels de son administration. D'autant qu'un véritable fossé séparait les deux pays quant aux objectifs à atteindre : les États-Unis se concentraient sur la dénucléarisation totale et rejetaient une approche par étapes ; la Corée du Nord avait pour but premier la survie du régime qui, selon ses dirigeants, dépendait pour beaucoup d'une dissuasion nucléaire crédible⁵. De plus, le sens même du terme « dénucléarisation » est demeuré flou. Celle de la Corée du Nord et celle de la péninsule sont deux questions distinctes, et la diplomatie américaine n'a pas été claire sur ce point, même si le but officiel de l'administration américaine a toujours été la fin du programme nucléaire nord-coréen. Profitant de l'ambiguïté résultant des concessions de Trump, la Corée du Nord n'a pas présenté sa version de la dénucléarisation, mais certaines déclarations permettent de s'en faire une idée : dans la vision de Pyongyang, toute la péninsule devait être concernée, en incluant la fin du parapluie nucléaire américain, le retrait des sous-marins lanceurs d'engins et des bombardiers nucléaires de la région, voire le retrait des troupes américaines⁶. Autre obstacle pouvant expliquer l'échec des négociations : le manque de confiance. Le régime nord-coréen est en effet un adepte des provocations et a violé plusieurs accords par le passé. Pour la Corée du Nord, il est de même difficile d'avoir confiance dans les États-Unis, alors que Washington a dénoncé l'accord conclu avec l'Iran (JCPOA) en mai 2018, ou invoque l'exemple libyen pour expliquer sa manœuvre avec la Corée du Nord.

Le sens même du terme « dénucléarisation » demeure flou

À la fin du cycle 2017-2020, les relations intercoréennes se trouvent dans une situation délicate. En juin 2020, la Corée du Nord a d'abord fermé les

5. R. L. Gallucci, « Lessons Learned for Negotiating with North Korea », *38 North*, 17 septembre 2019, disponible sur : www.38north.org.

6. R. Carlin, « North Korea Said It Is Willing to Talk about Denuclearization... But No One Noticed », *38 North*, 12 juillet 2016, disponible sur : www.38north.org.

canaux de communication, y compris la *hotline* entre ses dirigeants et le président du Sud mise en place en avril 2018, puis détruit à l'explosif le bureau de liaison intercoréen à Kaesong. Pyongyang a également rejeté la proposition de Séoul de reprendre des pourparlers pour désamorcer les tensions. Ces actions sont notamment présentées comme des représailles contre des transfuges qui, depuis le Sud, envoient des tracts de propagande au Nord par ballons. Finalement, en décembre 2020, les autorités sud-coréennes, dans un geste controversé pouvant apparaître comme une restriction de la liberté d'expression, adoptent une loi interdisant ces agissements.

Malgré tout, le gouvernement sud-coréen persiste à vouloir mettre en œuvre l'accord d'avril 2018 et tente de poursuivre sa stratégie incrémentale pour la réunification avec trois objectifs : résoudre le problème nucléaire et établir un régime de paix permanent, développer des relations intercoréennes durables, et créer une nouvelle communauté économique dans la péninsule. Le refus de Washington de lever partiellement les sanctions (que la Corée du Nord continue de contourner⁷) sans avancée concrète vers la dénucléarisation demeure un obstacle majeur au progrès des relations intercoréennes. Les marges de manœuvre du président Moon s'en trouvent drastiquement réduites. La réouverture du parc industriel intercoréen de Kaesong, la reprise du tourisme sur le mont Kūm-gang, les liaisons routières ou ferroviaires, et bien d'autres projets liés à sa vision d'une « nouvelle carte économique de la péninsule coréenne » se heurtent aux sanctions internationales. Reste que le gouvernement de Moon Jae-in est dans l'urgence. Le mandat de ce dernier, non renouvelable, se termine en mai 2022 et Moon, qui a déjà vécu en octobre 2007, comme chef de cabinet du président Roh Moo-hyun, un sommet intercoréen trois mois avant la fin d'un mandat, sait quelles conséquences cela peut avoir : sitôt élu, Lee Myung-bak avait renié en 2008 la coopération économique avec le Nord mise en place par son prédécesseur.

Les premiers pas de l'administration Biden

Début 2021, les négociations sur la dénucléarisation sont donc au point mort. Pourtant, la Corée du Nord est *de facto* un État possesseur de 30 à 60 armes nucléaires⁸. Elle continue à améliorer son arsenal à grande vitesse et aurait des têtes nucléaires assez miniaturisées pour être montées

7. Conseil de sécurité des Nations unies, « *Report of the Panel of Experts Established Pursuant to Resolution 1874* », S/2020/151, 13 avril 2020, disponible sur : <https://undocs.org>.

8. H. M. Kristensen et R. S. Norris, « North Korean Nuclear Capabilities », *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 74, n° 1, 2018, p. 41-51 ; G. Gentile *et al.*, « Four Problems on the Korean Peninsula-North Korea's Expanding Nuclear Capabilities Drive a Complex Set of Problems », RAND Corporation, janvier 2019, disponible sur : www.rand.org.

sur sa gamme de missiles. Au cours du défilé d'octobre 2020, elle a dévoilé un nouveau missile balistique intercontinental (ICBM, probablement un *Hwasong-16*) et lors de celui du 14 janvier 2021 un nouveau missile balistique mer-sol (*Pukgukson-5*). Pyongyang construirait par ailleurs un sous-marin pouvant lancer ce type d'engins. Lors du VIII^e congrès du Parti en janvier 2021, Kim Jong-un a présenté un ambitieux plan de modernisation nucléaire en évoquant, entre autres, des têtes multiples, des missiles ICBM à propergol solide, de nouvelles armes nucléaires tactiques, etc.

L'arrivée de Joe Biden à la présidence des États-Unis en janvier 2021 améliore l'état de l'alliance entre les États-Unis et la Corée du Sud. En témoignent le règlement, en mars 2021 et après 18 mois de négociations difficiles sous l'ère Trump, de la question du Special Measures Agreement (SMA), accord qui définit la participation de la Corée du Sud aux frais de déploiement des forces américaines sur son sol jusqu'en 2025, ainsi que la visite à Séoul du secrétaire d'État Anthony Blinken et du secrétaire à la Défense Lloyd Austin dès mars 2021 avec une déclaration finale conjointe (2 + 2) marquée par un certain retour de la finesse diplomatique⁹.

La nouvelle administration américaine offre donc peut-être une opportunité de sortir de l'impasse au sujet de la crise nord-coréenne, la relation entre Washington et Pyongyang demeurant le point-clé pour la résolution des tensions dans la péninsule. Pour autant, il ne faut pas s'attendre à un bouleversement. C'est en tout cas ce que laissent entendre les déclarations du candidat Biden, les nominations d'Antony Blinken comme secrétaire d'État et de William Burns comme directeur de la CIA (tous deux réputés fermes vis-à-vis du régime nord-coréen), ou encore la composition de son équipe en charge des affaires coréennes. Jung Pak, *Deputy Assistant Secretary for East Asian & Pacific Affairs*, est, par exemple, partisane de la « pression maximum ». Toutefois, Wendy Sherman, sous-secrétaire d'État, a participé à l'élaboration de l'Agreed Framework (1994) au sein de l'administration Clinton, et Sung Kim, qui a participé aux premières négociations Kim-Trump, a été maintenu comme *Acting Assistant Secretary for East Asia and the Pacific*. De plus, la question nord-coréenne ne semble pas être une priorité pour cette administration, qui a fort à faire à domicile pour renforcer les alliances et mettre en place une stratégie face à la Chine et à la Russie. Ainsi, la Corée du Nord ne figure-t-elle pas dans les huit priorités de la politique étrangère définies par Antony Blinken dans son discours

9. « Joint Statement of the 2021 Republic of Korea – United States Foreign and Defense Ministerial Meeting ("2+2") », Département d'État des États-Unis, 18 mars 2021, disponible sur : www.newsbreak.com.

du 3 mars 2021¹⁰. Elle y est toutefois mentionnée comme posant un défi sérieux, au même titre que la Russie et l'Iran.

L'approche de la nouvelle administration américaine devrait être plus flexible et méthodique. C'est ce qu'indiquent les premiers éléments connus (1^{er} mai 2021) de sa *review* de la politique nord-coréenne¹¹. L'accord de Singapour est donné comme une base à d'éventuelles futures négociations. Cependant, l'échec des administrations précédentes est reconnu, et c'est un compromis entre l'approche de Trump – « grand bargain » ou ne lever les sanctions qu'en échange d'un démantèlement complet du programme nucléaire, et celle d'Obama – « stratégique patience » ou ne pas négocier sans arrêt des provocations nord-coréennes –, qui est recherché. Ce compromis consisterait à avancer par phases vers la dénucléarisation en n'accordant que progressivement une levée des sanctions. Les provocations attendues juste après le début du mandat de Biden, et pendant les exercices militaires de mars, n'ont pas eu lieu au niveau que certains attendaient avec, en particulier, l'absence d'essai de missile intercontinental. Il faut dire que la Corée du Nord est sous contrainte d'une forte dégradation de sa situation économique – Kim Jong-un a admis en janvier 2021 que le plan économique lancé en 2016 était un échec –, résultant des sanctions, de catastrophes naturelles, et surtout de la crise du COVID-19, avec le fort impact économique de la fermeture des frontières (baisse de 80 % du commerce avec la Chine en 2020).

Négociations : quelles options ?

La dénucléarisation complète, vérifiable, irréversible, avec démantèlement demeure l'objectif de la nouvelle administration américaine¹². Cela implique d'arrêter les essais d'armes nucléaires et les lancements de missiles balistiques ; de déclarer et fermer toutes les installations nucléaires ; de démanteler les armes nucléaires ; de fournir un inventaire complet des missiles nucléaires et balistiques ainsi que des programmes chimiques et biologiques, et de rejoindre à nouveau le Traité de non-prolifération (TNP). Cet objectif d'une dénucléarisation complète et vérifiable est-il atteignable ?

Les États-Unis pourraient être prêts à négocier des étapes concrètes vers la dénucléarisation et à accepter une normalisation des relations bilatérales, la levée des sanctions et la signature d'un traité de paix, mais Kim

10. « A Foreign Policy for the American People », Département d'État des États-Unis, 3 mars 2021, disponible sur : www.state.gov.

11. X. N. Bose, « Biden Administration Sets New North Korea Policy of Practical Diplomacy », Reuters, 1^{er} mai 2021.

12. Y.-H. Park, « Options for Addressing the DPRK Nuclear Program », in L. Maiani et al. (dir.), *International Cooperation for Enhancing Nuclear Safety, Security, Safeguards and Non-proliferation*, Cham, Springer, 2020, p. 145-150.

Jong-un n'est certainement pas enclin à abandonner ses armes nucléaires qu'il voit, encore une fois, comme l'assurance-vie du régime, et qui vont rester un élément central de la stratégie de sécurité nationale de la Corée du Nord. De plus, vu l'ampleur du programme nucléaire de Pyongyang (de 40 à 100 sites liés au programme nucléaire contre une douzaine pour l'Iran), un mécanisme d'inspection intrusif, essentiel pour que la dénucléarisation soit « vérifiable », serait d'une ampleur inédite et pourrait mobiliser jusqu'à 300 inspecteurs pendant une quinzaine d'années¹³.

Quelles autres options s'offrent dès lors aux négociateurs ? La première est celle d'une dénucléarisation forcée : poursuite éventuelle d'une approche diplomatique parallèle mais mise en œuvre d'une pression maximale (incluant les sanctions), jusqu'à ce que Kim Jong-un prenne, sous contrainte, la décision de dénucléariser pour favoriser son développement économique. On sait cependant que la capacité de résilience du régime nord-coréen est très forte, et que cette approche n'a pour le moment pas fonctionné : en témoignent les progrès continus de ses programmes balistiques et nucléaires¹⁴.

La deuxième option consisterait à rechercher un accord mineur. Pourraient alors être discutés¹⁵ : le démantèlement partiel des installations nucléaires de Yongbyon sous le contrôle d'inspecteurs internationaux ; la diminution, ou au moins le gel, du stock de matières fissiles ; le contrôle par des experts du démantèlement du site de Punggye-ri ; la réduction des capacités militaires conventionnelles au Nord comme au Sud ; la révision à la baisse des exercices militaires américano-sud-coréens ; une levée, au moins fragmentaire, des sanctions ; une reprise des échanges économiques entre Nord et Sud, etc. Si l'on en croit les déclarations de son Premier ministre, cette option est envisagée par le gouvernement sud-coréen¹⁶.

La troisième et dernière option consiste à accepter implicitement, dans un premier temps, de vivre avec une Corée du Nord nucléaire, ce qui pourrait signifier stopper les demandes de désarmement nucléaire, ou annoncer publiquement qu'elles ont peu de chances d'être satisfaites. Les négociations devraient alors se concentrer sur une limitation de son arsenal

13. D. E. Sanger et W. J. Broad, « Verifying the End of a Nuclear North Korea Could Make Iran Look Easy », *The New York Times*, 6 mai 2018, disponible sur : www.nytimes.com.

14. S. Kleine-Ahlbrandt, « Maximum Pressure Against North Korea, RIP », *38 North*, 7 octobre 2019, disponible sur : www.38north.org.

15. R. Dossani, « Engagement with North Korea: A Portfolio-Based Approach to Diplomacy », RAND Corporation, 2020, disponible sur : www.rand.org.

16. H. Shin, « North Korea, US, Should Aim for Initial Nuclear Freeze: South Korean PM », Reuters, 28 janvier 2021, disponible sur : www.reuters.com.

d'armes de destruction massive et de ses activités de prolifération, sur la restriction des capacités conventionnelles, et sur la mise en place de mesures de confiance (démarche de contrôle des armements)¹⁷. Depuis le sommet Trump-Kim de juin 2018, la Corée du Nord a, évidemment, indiqué son intérêt pour des négociations de ce type. Ces deux options, qui ne recherchent pas initialement la dénucléarisation totale, ne signifient pas pour autant qu'il faille y renoncer. Les conséquences stratégiques d'une forme de reconnaissance implicite de la puissance nucléaire nord-coréenne pourraient être majeures : impact sur l'avenir du TNP, incitation à l'acquisition de l'arme nucléaire pour d'autres pays (Corée du Sud et Japon, notamment), et peut-être surtout perte de crédibilité de la dissuasion élargie américaine au profit de Séoul et Tokyo avec une Corée du Nord en mesure de toucher le territoire continental américain avec ses armes nucléaires.

Une reconnaissance implicite de la puissance nucléaire nord-coréenne ?

Avec cette dernière alternative, et avant d'éventuellement basculer vers un gel des capacités nucléaires, puis vers leur réduction et une démarche de contrôle, on entrerait nécessairement d'abord dans une logique de réduction des risques nucléaires, qui passe également par des mesures dans le domaine conventionnel, pour limiter les risques liés à l'escalade¹⁸. Pourraient alors être négociés des échanges d'informations sur les exercices militaires, ou encore la notification de tirs de missiles balistiques – à l'image de ce qui se fait pour les 104 États parties au Code de conduite international contre la prolifération des missiles balistiques signé à La Haye (HCoC). Autre source d'inspiration possible : le Document de Vienne de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), mettant en place des mesures de transparence et de vérification pour les forces armées et les systèmes d'armes et équipements majeurs. Concrètement, pour la péninsule, cela pourrait aboutir à un accord d'armistice « modernisé » incluant : des réductions et redéploiements de troupes dans les zones frontalières sensibles ; des mesures de confiance incluant des liaisons régulières, la notification des exercices majeurs avec invitation d'observateurs, le partage de certaines données annuelles de défense nationale ; un code de conduite maritime ; des traités de contrôle des armements pour les armes conventionnelles et nucléaires ; ou encore un code de conduite concernant le cyber – une menace nord-coréenne de plus en plus pressante – et l'espace¹⁹.

17. T. Dalton et Y. Kim, « Negotiating Nuclear Arms Control with North Korea: Why and How? », *The Korean Journal of Defense Analysis*, vol. 33, n° 1, mars 2021, p. 1-21.

18. C. Brustlein, « La réduction des risques stratégiques entre puissances nucléaires », *Proliferation Papers*, n° 63, Ifri, janvier 2021.

19. M. Engman, « Towards a New Conflict Management System on the Korean Peninsula: A Military Perspective », *Focus Asia*, Institute for Security and Development Policy, juillet 2020, disponible sur : <https://isdpeu>.

L'asymétrie de puissance entre Pyongyang et Séoul, et en particulier la supériorité militaire conventionnelle sud-coréenne, dresse cependant un obstacle important face à toute démarche de limitation des armements conventionnels et nucléaires²⁰. Moon Jae-in met en œuvre une politique de défense ambitieuse avec un budget en hausse (+ 7,4 % en 2020) et des choix capacitaires forts comme l'achat de 20 *F-35* supplémentaires après une première commande de 40, ou la volonté annoncée de construire un porte-aéronef. Le développement d'une gamme nationale de missiles balistiques sol-sol – et demain mer-sol (*Hyunmoo-2B*) – ou de croisière comme le *Hyonmoo-3C* (portée de 1 500 kilomètres) est également significatif²¹.

Tant que le Sud fait progresser son aptitude à cibler non seulement l'arsenal nucléaire du Nord, mais aussi son leadership, il sera plus difficile d'atteindre un accord acceptable pour Pyongyang. Or c'est bien le cas, avec la mise en place par Séoul d'un *Strategic Strike System* mettant en réseau des moyens de frappe à distance et de renseignement (dont des drones *RQ-4 Global Hawk*), afin de pouvoir détecter les préparatifs de lancement et frapper préventivement les sites balistiques et nucléaires, les lanceurs mobiles, mais également le leadership du Nord (« décapitation »). Ces capacités pourraient également participer à contrer les milliers de batteries d'artillerie et de roquettes déployées proximité de la DMZ par la Corée du Nord, et utilisées historiquement par cette dernière comme moyen de dissuasion conventionnelle. En effet, en cas de barrage d'artillerie, Séoul, capitale située à 50 kilomètres de la DMZ, pourrait compter jusqu'à 200 000 morts²². De plus, dans le même temps, la Corée du Sud améliore sa protection *via* la mise en place d'une défense anti-missiles (Korea Air and Missile Defense System – KAMD). Cette suprématie conventionnelle sud-coréenne constitue donc sans doute pour la Corée du Nord une incitation à maintenir sa dissuasion nucléaire.

De surcroît, bien qu'il soit possible en théorie d'inclure la réduction de ces capacités conventionnelles dans un futur accord, cela sera difficile. En effet, à Séoul, les planificateurs font face à un défi majeur et double : contrer la menace nord-coréenne, et marcher vers l'autonomie dans le

20. I. Bowers et H. Stålhane Hiim, « Conventional Counterforce Dilemmas: South Korea's Deterrence Strategy and Stability on the Korean Peninsula », *International Security*, vol. 45, n° 3, hiver 2020-2021, p. 7-39 ; J. H. Pollack et M. Kim, « South Korea's Missile Forces and the Emergence of Triangular Strategic (In)Stability », *Nonproliferation Review*, septembre 2020.

21. R. Hémez, « Corée du Sud, les missiles au cœur de la stratégie de défense », *DSI*, n° 132, novembre 2017, p. 48-52.

22. S. Barnett, « North Korean Conventional Artillery: A Means to Retaliate, Coerce, Deter, or Terrorize Populations », RAND Corporation, 2020, disponible sur : www.rand.org ; P. Menon, « North Korea Can't Destroy Seoul with Artillery », *The National Interest*, 5 janvier 2018, disponible sur : <https://nationalinterest.org>.

domaine de la défense (un effort initié il y a une cinquantaine d'années) afin de pallier un éventuel abandon américain, mais également de peser face à la Chine qui impose une rivalité économique croissante et pourrait chercher à éloigner Séoul de Washington. Lorsqu'on demande aux Sud-Coréens de nommer le pays menaçant le plus la paix sur la péninsule, c'est la Chine qui arrive en tête des sondages depuis 2018²³. Signe clair de l'anxiété sud-coréenne quant à l'évolution du contexte stratégique en Asie du Nord-Est.

* * *

Doit-on se contenter d'un *statu quo* perpétuel sur la péninsule coréenne ? La Corée du Nord ne peut pas être dénucléarisée à court terme. Si un processus de ce type débutait, il prendrait plusieurs années et exigerait de la patience. Pyongyang a une obsession : rester maître de son destin. Ce qu'elle recherche avant tout, ce sont des garanties de sécurité. Pour autant, toute négociation ne semble pas impossible, car Kim Jong-un associe fortement sa légitimité politique à la réussite économique de son pays. Une des clés des discussions sera donc probablement la capacité des États-Unis à convaincre qu'ils abandonnent toute intention de changement de régime, peut-être en passant par un pacte de non-agression. Il faudra peut-être accepter une première étape limitée à un engagement à la non-utilisation de l'arme nucléaire et au gel du programme nucléaire. Cependant, un « contrôle des armements » n'est pas une fin en soi et doit être une étape vers la paix. Et par ailleurs, le manque de confiance entre Washington et Pyongyang, enraciné dans l'histoire, rend certainement indispensable l'implication de tierces parties dans des garanties de sécurité. Un rôle que pourraient endosser la Chine et la Corée du Sud.

Pour Moon Jae-in, la détente est « un nouveau chemin et même si nous devons le prendre tous ensemble, nous devons, parfois, attendre ceux qui bougent plus lentement pour l'emprunter ». Reste à savoir si tous les acteurs veulent véritablement emprunter cette voie, s'ils sont prêts à lui laisser le temps et à passer les compromis nécessaires.



Mots clés

Corée du Nord
Corée du Sud
Nucléaire
Politique asiatique des États-Unis

23. T. Dalton et A. Han, « Elections, Nukes, and the Future of the South Korea-U.S. Alliance », Carnegie Endowment for International Peace, 26 octobre 2020, disponible sur : <https://carnegieendowment.org>.